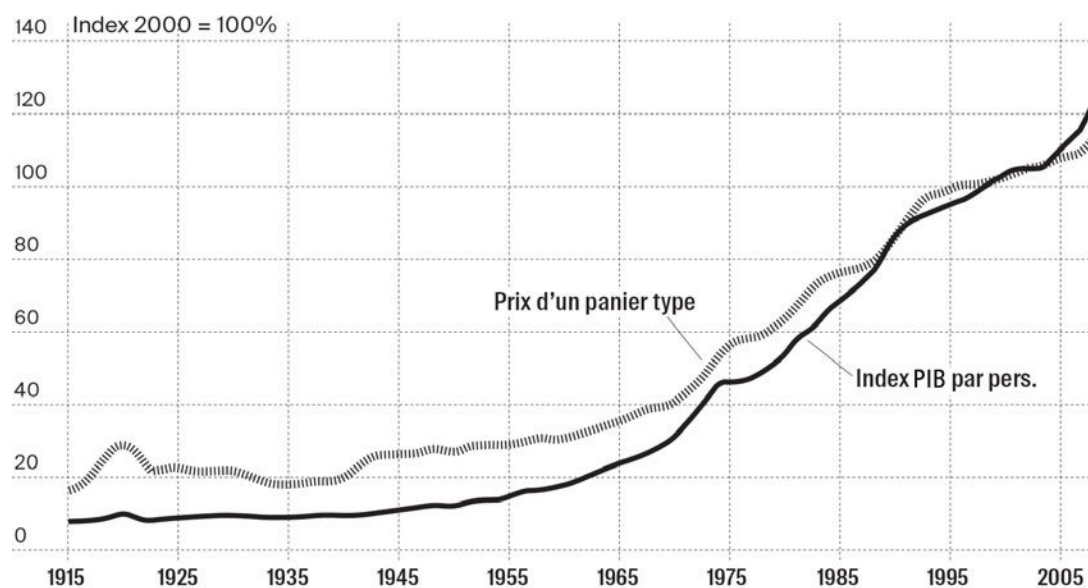


# Tout augmente! Vraiment?

**MON PORTEMONNAIE** A l'heure où les conséquences de l'inflation affolent les commentateurs, jetons un coup d'œil dans le rétroviseur pour analyser l'évolution du pouvoir d'achat d'hier à aujourd'hui.

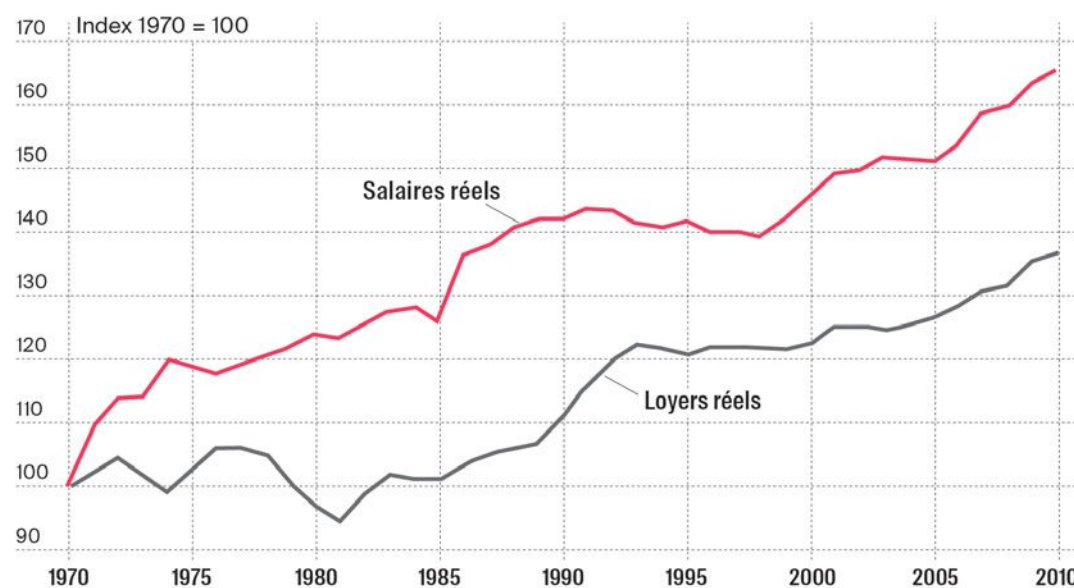
PAR MAEVA PLEINES

## Indice comparatif du PIB par habitant et du prix d'un panier type de 1915 à 2008



Le pouvoir d'achat s'est renforcé dans les années 70 et 90, puis encore plus fortement dès 2000. JJ/ML

## Évolution des salaires et des loyers de 1970 à 2010



L'écart entre les salaires et les loyers est resté relativement constant depuis les années 80. JJ/ML, B5F, B5V

L'épicerie coopérative de Macolin a fêté ses 20 ans cette année. A son ouverture, une livre de pain noir coûtait 3 francs. Il faut désormais déboursier 3,30 francs pour le même produit. Quant au lait, la brique est passée de 1,95 franc à 2,05 francs. Ces exemples vous semblent anecdotiques? Ils illustrent pourtant une évolution naturelle de l'économie faisant déverser beaucoup d'encre: l'inflation. Si ce phénomène s'est récemment intensifié, il est à l'œuvre sur le long terme. «La Banque nationale suisse planche sur un renchérissement sain compris entre 0 et 2%», rappelle Noah Caradonna, chargé de projet à la Chambre économique de Bienne et du Seeland. Une étude publiée par la Raiffeisen montre, par exemple, que 100 francs aujourd'hui correspondent à environ 9,25 francs il y a 100 ans. Ainsi, il n'y a rien d'étonnant au constat de la corresponsable de l'épicerie de Macolin. Elle estime que, dans l'ensemble, les prix ont grimpé d'environ 10% sur deux décennies. «La plupart des grossistes ont adapté leurs tarifs progressivement, alors que les petites entreprises ont eu tendance à stagner le plus longtemps possible. Lorsqu'ils ne pouvaient plus tenir, ils ont effectué des hausses plus importantes», précise Steena Willemijn.

bénéfices – qui n'ont pas augmenté à cause de la concurrence des grandes surfaces. La corrélation n'est pas toujours aussi étroite. Dans une économie florissante, les salaires devraient croître en tout cas au même rythme que les tarifs des biens de consommation. Cette relation entre les revenus et le niveau des prix définit le pouvoir d'achat.

### Constance helvétique

«Historiquement, le pouvoir d'achat en Suisse est resté relativement stable», note Gilbert Hürsch. Le directeur de la Chambre économique de Bienne et du Seeland désigne un graphique comparant le prix d'un panier type, soit une sélection représentative de biens et services consommés par les ménages privés, avec le produit intérieur brut (PIB) par habitant. «On voit un écart plus important pendant la Première Guerre mondiale. Puis, une certaine instabilité jusqu'en 1920. Ensuite, les salaires se sont renforcés, avec des pics au milieu des années 70, au début des années 90 et dans les années 2000», poursuit Gilbert Hürsch. Jusqu'à récemment, l'économie helvétique est restée très constante, avec un renchérissement minimal durant le 21<sup>e</sup> siècle.

Outre les produits de consommation, le loyer représente une autre dépense incontournable. Là encore, Gilbert Hürsch se fonde d'un diagramme qui conforte la bonne santé des portemonnaies helvétiques. «A partir des années 80, le montant des salaires s'est distancié de celui des loyers: une bonne

nouvelle pour le pouvoir d'achat. Dès lors, les deux courbes ont augmenté en chœur. La part destinée au logement est donc restée similaire dans les budgets.»



Difficile, toutefois, de mettre le doigt sur le montant moyen d'un loyer afin de donner un exemple concret. Du côté de l'épicerie de Macolin, les exploitants se réjouissent de payer la même somme depuis 20 ans. «Cependant, la hausse des taux hypothécaires nous fait craindre un changement à court terme», confie Steena Willemijn.

Si l'on en croit Joël Pauli, membre du conseil d'administration d'une gérance biennoise, «le critère phare du loyer, c'est l'emplacement». La modernité, l'état des installations ou encore les taux hypothécaires ne viennent qu'après la localisation.

### Mécaniques complexes

Mais revenons à notre épicerie de village. Récemment, cette dernière a dû réfléchir à différentes tactiques pour économiser les ressources énergétiques. «Depuis la hausse des coûts, nous avons changé tous les éclairages par des LED et

nous économisons le chauffage en fermant la porte le plus souvent possible», illustre Steena Willemijn. De fait, l'énergie fait partie des frais majeurs pour les ménages. Sans surprise, elle augmente. Mais de manière relativement volatile, selon le type d'énergie: les huiles de chauffage se révèlent les plus imprévisibles. Viennent ensuite les carburants, puis le gaz. L'électricité présente, quant à elle, une courbe plus régulière.

«Il faut retenir qu'il existe de multiples pressions influençant le pouvoir d'achat. Celui-ci dépend de variations complexes, comme des pénuries, des événements mondiaux ou des évolutions de biens sur le marché», commente Patrick Linder, directeur de la Chambre d'économie du Jura bernois.

### Région industrielle

Quant à estimer les spécificités régionales du pouvoir d'achat, ce dernier se montre prudent. «Nous bénéficions d'un secteur immobilier attractif et de charges relativement basses. D'un autre côté, les rémunérations sont légèrement inférieures à la moyenne suisse. Il faudrait des analyses plus poussées pour déterminer le résultat exact de cette équation, mais elle laisse entrevoir un pouvoir d'achat satisfaisant.»

Fortement dépendante de son industrie, la région a suivi les évolutions du secteur secondaire. Dans le canton, ce dernier représente 23% du PIB. A Bienne, c'est même 32%, contre environ 67% provenant du secteur tertiaire et moins de 1% du secteur primaire. Au fil du temps,

on constate une augmentation constante du secteur lié aux services, alors que celui de l'agriculture se réduit comme peau de chagrin. Mais, à Bienne, le secteur tertiaire est fortement dépendant de l'industrie. «Il y a eu une forte baisse des entreprises du secteur secondaire dans la cité horlogère. Elles sont passées de 30% en 1995 à 24% en 2020. Néanmoins, la baisse du nombre de salariés dans ce domaine se révèle bien plus faible. Cela signifie que les firmes se sont agrandies et employé plus de monde», analyse Gilbert Hürsch.

Pour expliquer la hausse du pouvoir d'achat datant des années 90, il mentionne les avancées technologiques, qui ont permis d'optimiser la production. «La globalisation a aussi concentré la production massive de certains biens dans la région afin de les exporter», ajoute Noah Caradonna. Ces facteurs ont peut-être pu contrebalancer la contraction régionale à la fin des années 80, liée au déclin de l'industrie horlogère. Seules des hypothèses sont possibles, car il n'existe pas d'étude ciblée.

## Les profils rares bien soignés

Directeur de Nurissa, une entreprise basée à Bienne depuis 60 ans, Joël Pauli a analysé l'évolution des salaires. «Nous avons inspecté les rémunérations de deux profils très différents. Le premier nécessite peu de compétences alors que les seconds bénéficient d'une formation d'une année dans l'entreprise.»

Dans le premier cas, on constate une hausse de 50% du salaire sur les 30 dernières années. L'autre poste reçoit environ 30% de plus qu'il y a trois décennies. Joël Pauli souligne une hausse marquante: «L'évolution s'est accentuée les cinq à six dernières années pour les profils techniques, qui se sont alors raréfiés. On voit ainsi que la disponibilité de la main-d'œuvre pèse presque autant que l'inflation.»

En outre, le directeur rappelle les avantages de l'ancienneté. «Nous donnons plus d'importance à la progression salariale aux profils rares. Le salaire à l'engagement se révèle moins important que les augmentations, surtout au moment où les jeunes commencent à créer une famille.» Joël Pauli rappelle qu'après plusieurs années dans la boîte, un employé spécialisé coûte cher à être remplacé. «Il faut aussi noter que le thème des salaires devient de moins en moins confidentiel, d'où l'importance de présenter des grilles concurrentielles.» Conscients de leurs perspectives ailleurs ou encore d'éventuelles inégalités à l'interne, les travailleurs gagnent un certain pouvoir de négociation de cette démocratisation salariale.